

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1874

Artikel: UBS déseimbouree, UDC démasquée
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009834>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

UBS désembourbée, UDC démasquée

André Gavillet • 18 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14138>

Leçon à tirer d'un épisode historique et pénible

Le résultat est tombé. Prévisible et prévu. L'accord de Washington a été ratifié, la seule incertitude ayant été, à ne jamais exclure, un accident de parcours comme un pneu crevé.

Le Conseil fédéral n'a pas été désavoué, les représentants des banques, de l'économie ont su se faire entendre, les partis ont joué leur rôle de courroie de transmission.

Quelle leçon tirer de cet épisode de notre histoire?

Tout d'abord un engagement réel des parlementaires. Ils étaient conscients de l'importance de l'enjeu. Ils n'ont pas tenu un rôle convenu. Ils ont vécu leur vote. Pas d'anti-parlementarisme donc.

Et pourtant les députés ont échafaudé trop de variantes, trop de «à condition que». Les commentateurs presque sans exception parlaient de poker (ou de poker menteur). Ces défis animaient la partie mais ne trompaient que le temps d'un Forum.

A relever que l'UDC, qui avait trois cartes à jouer, le oui, le non et l'abstention, les a jouées successivement si maladroitement qu'elle s'est déconsidérée. Il sera difficile à ce parti de faire admettre, lui qui se veut le héraut des droits populaires, qu'un tel traité échappe à la sanction du référendum. Si l'UDC s'est «marché dessus», c'est qu'elle a dû, au final, faire la démonstration que, sous ses airs populistes, elle est tenue en laisse par les forces économiques. Sa crédibilité électorale est atteinte durablement.

Cet épisode reste une manœuvre de sauvetage. Or, le pays n'a pas besoin d'écopeurs, mais de barreaux. La Suisse doit se repositionner, mettre fin à ses profits, déloyaux quand ils sont faits au détriment de pays partenaires. Il est impérieux qu'elle donne d'elle une autre image que celle d'un thésauriseur qui sauve ses privilèges.

L'attente de ce repositionnement est forte, elle devrait être portée par le Conseil fédéral, un autre Conseil fédéral. Il pourrait être représentatif et recteur de tous ceux qui professionnellement et socialement constituent le pays réel, inventif, engagé, et qui n'a rien à voir avec les turpitudes d'UBS.

Mais, dans cette Suisse bancaire, les conditions politiques de cette rupture ne sont pas pleinement réunies. Encore un effort!

Comment UBS a tiré les ficelles pour se mettre à l'abri du bouclier helvétique

Jean-Daniel Delley • 18 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14131>

Le rapport des Commissions de gestion du Parlement est lacunaire sur de nombreux points

Le rapport des Commissions de gestion du Parlement n'apporte pas toute la lumière sur les dérapages d'UBS et le manque

d'autonomie des responsables politiques. En concentrant ses critiques sur le gouvernement, ce rapport laisse dans l'ombre le rôle de la banque qui s'est servie de la Suisse pour se protéger.

Point besoin d'une commission d'enquête parlementaire (CEP), a décidé la majorité du Parlement.

Estimant que le volumineux rapport des Commissions de gestion (CdG) donne suffisamment d'informations sur le comportement des autorités fédérales dans le cadre de la crise financière internationale et du contentieux helvético-américain sur la transmission des noms de